

Unité départementale des Côtes-d'Armor
11, rue Hélène Boucher
Bâtiment B
BP 30337
22193 Plerin

Plerin, le 28/01/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GRANIT'M

LES GRANDES LANDES
22100 Brusvily

Références : 2025.041
Code AIOT : 0005502156

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/11/2024 dans l'établissement GRANIT'M implanté LES GRANDES LANDES 22100 Brusvily. L'inspection a été annoncée le 09/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a consisté en la vérification des dispositions de l'arrêté préfectoral portant mise en demeure du 29 mars 2023 et de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 juin 2008.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GRANIT'M

- LES GRANDES LANDES 22100 Brusvily
- Code AIOT : 0005502156
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

C'est une carrière à ciel ouvert de pierres de taille autorisée par arrêté préfectoral en date du 18 juin 2008.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Surveillance du respect du périmètre autorisé	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.2.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Dispositions générales	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.2.	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Identification	AP de Mise en Demeure du 23/03/2023, article 1	Levée de mise en demeure
2	Clôture	AP de Mise en Demeure du 23/03/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Contrôle des accès	AP de Mise en Demeure du 23/03/2023, article 1	Levée de mise en demeure
5	Circulation des eaux	Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.5.1.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que les différents points de l'arrêté de mise en demeure sont respectés, cet arrêté peut donc être levé.

Cependant, il a été mis en évidence des points de vigilance concernant la transmission du plan topographique d'exploitation et l'évacuation des derniers déchets stockés sur l'installation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/03/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Identification

Prescription contrôlée :
La société GRANIT'M, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de BRUSVILY au lieu-dit « Les Grandes Landes », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois la disposition de l'article 2.1. de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008, à savoir la mise en place d'un panneau d'identification de l'installation à l'entrée du site.
Constats :
Lors de l'inspection, il est constaté que le panneau d'identification de l'installation est présent en entrée de site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Clôture

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/03/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture
Prescription contrôlée :
La société GRANIT'M, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de BRUSVILY au lieu-dit « Les Grandes Landes », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois la disposition de l'article 2.2.2. de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008, à savoir la mise en place d'une clôture solide et efficace (ou un dispositif équivalent) placée sur toute la périphérie de la carrière ainsi qu'autour des zones dangereuses permet d'en interdire l'accès.
Constats :
Lors de l'inspection, il est constaté qu'une clôture a été mise en place sur la périphérie du site et au niveau des zones dangereuses, complétée par du panneautage signalant le danger.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Contrôle des accès

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 23/03/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des accès
Prescription contrôlée :
La société GRANIT'M, autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert sur le territoire de la commune de BRUSVILY au lieu-dit « Les Grandes Landes », est mise en demeure de respecter, sous un délai de trois mois la disposition de l'article 2.2.3. de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008, à savoir que l'accès au site doit être efficacement interdit au public lorsque des équipements fonctionnent sans surveillance (la nuit par exemple).
Constats :

Lors de l'inspection, il est constaté que l'accès à l'installation est équipé d'un portail fermant à clé en dehors des heures d'ouverture.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Surveillance du respect du périmètre autorisé

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance du respect du périmètre autorisé
Prescription contrôlée : L'exploitant met à jour au moins une fois par an un plan de la carrière et des installations sur fond cadastral sur lequel figurent, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres ; • les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'extraire ; • les bords de la fouille ; • la position des stocks ; • les courbes de niveau ou côtes d'altitude des points significatifs ; • le réseau de circulation des eaux ; • les zones remises en état.
Constats : L'exploitant fournit un plan cadastral du site, cependant ce plan n'est pas précis et ne comporte pas l'ensemble des données prévues à l'article 4.2.1. de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008. L'exploitant précise qu'un relevé topographique sera réalisé prochainement.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre à l'Inspection un plan topographique d'exploitation avec les données prévues dans l'article 4.2.1. de l'arrêté préfectoral du 18 juin 2008.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Circulation des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.5.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Circulation des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales et les eaux d'exhaure sont collectées et font si nécessaire l'objet d'un traitement de décantation avant rejet dans le milieu naturel. Les capacités des éventuels bassins de décantation sont correctement dimensionnés et entretenus afin de permettre de recueillir les eaux et d'en assurer le traitement même en cas de

<p>fortes précipitations.</p> <p>Lors des opérations de curage, les boues d'égouttures sont stockées dans un endroit prévu à cet effet et les eaux issues des boues des bassins sont recueillies et dirigées vers les bassins de décantation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit le rapport d'analyse des eaux qui montre le respect des valeurs limites pour les paramètres pH et MES, les autres paramètres ne sont pas indiqués.</p> <p>Post-inspection, l'exploitant fournit le rapport d'analyses des eaux portant sur les paramètres pH, DCO, MES et hydrocarbures. Les valeurs limites de rejet sont respectées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Dispositions générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/06/2008, article 4.1.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions générales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection, il est constaté qu'une majeure partie des déchets stockés a été évacuée.</p> <p>L'exploitant justifie l'évacuation des huiles usagées par l'organisme "Eco Huile" par un bon d'enlèvement.</p> <p>Cependant, il reste quelques bidons plastiques et une cuve de carburant vides sur l'installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit procéder à l'évacuation des derniers déchets vers des installations autorisées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>